

RAPPORT DE VISITE RELATIF À LA SITUATION DES FEMMES EN PRISON

Commentaires de Monsieur le Ministre de la Justice et
Réponses du Médiateur (en lila)

- 1) **page 4, sub (1), pénultième alinéa (aménagement de la peine des détenues enceintes ou avec enfants) :** « Cette disposition (Règle 2.2 des Règles de Bangkok – possibilité d’une suspension raisonnable d’une détenue enceinte dans l’intérêt supérieur de l’enfant) ne se trouve nulle part ancrée dans la législation nationale. Les dispositions internes permettent au Délégué du Procureur Général à l’exécution des peines ou à la Commission des longues peines de décider de mesures d’aménagement de la peine, voire de sa suspension ou de son remplacement par une autre peine comme le bracelet électronique. »

D’emblée, il convient de signaler qu’il semblerait y avoir une confusion quant à la dénomination des commissions proposant ou décidant d’une mesure d’aménagement de la peine. Ainsi, pour ce qui est de l’aménagement des peines de prison supérieures à deux ans, le Procureur général d’Etat et son/sa Délégué(e) à l’exécution des peines doit, en vertu de l’article 12 de la loi du 26 juillet 1986 relative à certains modes d’exécution des peines privatives de liberté, recueillir l’accord majoritaire d’une commission, appelée communément « commission pénitentiaire », qui se compose du Délégué, d’un magistrat du siège et d’un magistrat de l’un des parquets.

Cette commission, au vu de sa plus-value évidente dans le cadre de l’exécution des peines, est prévue pour être maintenue dans le cadre de la réforme actuellement en cours, aux termes du futur article 678 du Code de procédure pénale (cf. doc. parl. n° 7041⁹, page 16).

Par contre, la commission des longues peines, dont il est question dans le rapport, n’a aucune assise juridique et n’a donc qu’un caractère facultatif ; cette commission donne son avis dans le contexte du traitement pénologique des détenus condamnés à de lourdes peines de prison, et ceci même en l’absence de toute demande d’aménagement de peine.

Pour le surplus, concernant le fond de la question soulevée, il y a lieu de préciser que si le projet de loi n° 7041 portant réforme de l’exécution des peines prévoit en effet des délais endéans lesquels l’exécution d’une peine privative de liberté doit être commencée (futur article 671 du Code de procédure pénale, cf. doc. parl. n° 7041⁹, page 14), le projet de loi donne au Procureur général d’Etat et à son/sa Délégué(e) à l’exécution des peines également le droit d’aménager l’exécution d’une peine privative de liberté, dès son commencement, avec une des modalités d’aménagement de la peine prévues au projet de loi n° 7041, comme p. ex. la surveillance électronique, si, dans un cas d’espèce déterminé, une telle situation se présente.

Il est évident qu’une détenue enceinte ou accompagnée d’un enfant en bas âge est une situation qui mérite, en tout état de cause, une attention particulière en raison de l’intérêt supérieur de l’enfant et de la vulnérabilité de la détenue concernée.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur remercie M. le Ministre de la Justice de l'avoir rendu attentif à la confusion quant à la dénomination de la Commission compétente.

Le terme de Commission des longues peines a bien entendu été remplacé par celui de Commission pénitentiaire dans le texte définitif du rapport.

Le Médiateur se félicite que le Ministère de la Justice partage son opinion qu'une détenue enceinte ou accompagnée d'un enfant en bas âge constitue une situation exceptionnelle qui demande une attention particulière tant dans l'intérêt de la détenue que de son enfant.

- 2) **page 5 sub (2) (registre spécial avec données personnelles des enfants des détenues) : « Les textes actuellement en vigueur sont muets quant à ce sujet. Le Médiateur estime qu'il peut être opportun, dans l'intérêt d'un ou des enfants d'une détenue de disposer d'une information précise sur sa situation familiale exacte. »**

Au vu de l'intérêt supérieur de l'enfant qu'il convient de protéger, cette recommandation fera l'objet d'un réexamen dans le cadre de la future mise en œuvre des lois issues du projet de loi n° 7041 portant réforme de l'exécution des peines et du projet de loi n° 7042 portant réforme de l'administration pénitentiaire.

Ce réexamen doit également tenir compte des dispositions du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, qui sera d'application à partir du 25 mai 2018.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur remercie Monsieur le Ministre de la Justice des actions envisagées et souhaite être tenu au courant des suites réservées à ce dossier.

- 3) **page 6 sub (5) (secret médical et échange d'informations relatives à la santé des détenus lors de leurs transports) : « Le Médiateur peut tolérer certaines exceptions, très limitatives et arrêtées par écrit en matière de transport de détenus pour éviter que l'ensemble des détenus soit transporté selon les circonstances applicables à un transport d'un détenu atteint d'une maladie contagieuse grave. En pareil cas, les agents préposés au contrôle reçoivent pour seule information si des précautions particulières sont à prendre ou non. Le Médiateur estime qu'une telle procédure, qui doit demeurer exceptionnelle, se justifie eu égard à la valeur importante qu'elle génère dans l'intérêt de tous les détenus. »**

L'article 26, paragraphe 4, du projet de loi n° 7042 portant réforme de l'administration pénitentiaire, tel qu'il est actuellement proposé, vise précisément à créer le cadre légal requis à cette fin (cf. doc. parl. n°

7042¹⁰, page 36), sachant que, comme il a été relevé à juste titre par le Contrôleur externe des lieux privés de liberté, l'échange d'informations dans ce contexte doit rester l'exception et se faire limitativement en considération de sa finalité.

Il convient de relever aussi que cette question doit être examinée à la lumière (i) du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, qui sera d'application à partir du 25 mai 2018, ainsi que (ii) du projet de loi n° 7168 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, ayant comme objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) n° 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur remercie Monsieur le Ministre de la Justice des actions envisagées et souhaite être tenu au courant des suites réservées à ce dossier.

- 4) **page 7 sub (8) (soins de santé spécifiques aux détenues féminines) :** « [...] Si l'examen médical doit se faire par un homme, contrairement aux desiderata de la détenue, la présence d'un membre de personnel de sexe féminin s'impose.

Le Médiateur constate que cette disposition (règles n° 10 et 11 des Règles de Bangkok) n'est pas reprise par la réglementation interne ou par les dispositions de service. Comme elle entérine cependant un droit important, le Médiateur recommande que cette disposition soit intégrée dans le dispositif réglementaire ou dans les instructions de service. »

Vu l'importance de la matière des soins de santé des détenus, le projet de loi n° 7041 portant réforme de l'administration pénitentiaire propose d'introduire, en son article 26 (cf. doc. parl. n° 7042¹⁰, page 35), des dispositions détaillées y afférentes. Il résulte notamment de ces dispositions que les soins de santé dispensés dans les centres pénitentiaires sont assurés par des hôpitaux et d'autres professionnels de santé, de sorte que le sujet soulevé par le Contrôleur externe des lieux privés de liberté doit également être examiné à la lumière des disponibilités et possibilités de ces hôpitaux et professionnels de santé.

Etant donné que la mise en œuvre pratique de la réforme pénitentiaire, après l'adoption des projets de loi n° 7041 et n° 7042, aura également comme conséquence une reprise sur le métier notamment des instructions de service des centres pénitentiaires, cette recommandation fera l'objet d'un réexamen à ce moment-là.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur souhaite être tenu au courant des suites réservées à ce dossier.

- 5) **page 9 sub (12) (fouille intégrale des visiteurs mineurs) : « Le Médiateur souscrit à un régime aussi restrictif que possible en la matière et recommande aux autorités nationales de prévoir dans le corps législatif et réglementaire à concevoir prochainement dans le cadre de la réforme pénitentiaire en cours, une interdiction pure et simple des fouilles intégrales et des investigations corporelles sur la personne de mineurs rendant visite à une personne détenue. Les autres fouilles devraient être limitées à un strict minimum. »**

Il est certain qu'une fouille corporelle est une mesure de contrôle qui, en soi, constitue une atteinte à la vie privée ce qui entraîne qu'elle doit être utilisée le moins possible et uniquement lorsqu'elle s'avère indispensable.

La question des contrôles et des fouilles des visiteurs des détenus est néanmoins intimement liée à la question de la sécurité et de la sûreté des centres pénitentiaires, d'où la réglementation détaillée actuellement proposée par les articles 39 et 40 du projet de loi n° 7042 portant réforme de l'administration pénitentiaire (cf. doc. parl. n° 7042¹⁰, page 40), distinguant d'ailleurs, dans un esprit de proportionnalité et de gradation, entre les fouilles simples, intégrales et intimes, en prévoyant des conditions distinctes suivant le genre de fouille en question.

Malheureusement, c'est lors des visites que de nombreux objets illicites sont introduits dans les prisons. La fouille initiale des visiteurs à leur arrivée constitue le principal moyen pour répondre à ce phénomène. Ecarter sans exception les mineurs d'âge constituerait une invitation à des adultes malintentionnés d'utiliser ces mineurs pour faire entrer en prison des armes par exemple. Le résultat serait alors que les centres pénitentiaires seraient obligés d'effectuer beaucoup plus de fouilles de détenus et de contrôles de leurs cellules, ce qui, à son tour, entraînerait d'autres problèmes au sein même des centres pénitentiaires, tant pour les détenus que pour le personnel pénitentiaire et les autres intervenants en prison.

La solution préconisée par le Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté – consistant à interdire simplement la visite à un mineur en cas d'indices sérieux qu'il représente un danger grave et imminent – n'est pas de nature à résoudre le problème alors qu'il n'y a pratiquement jamais d'indices visibles en ce sens, tant pour les visiteurs adultes que pour les visiteurs mineurs.

Il est cependant évident que l'administration pénitentiaire doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que ces fouilles restent limitées au strict minimum inévitable et doivent toujours être effectuées en pratique en protégeant la dignité humaine et en tenant compte des caractéristiques de la personne contrôlée, dont également son âge, et l'impact psychologique qu'une fouille peut avoir sur une personne mineure.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur insiste sur un traitement des mineurs à part, respectant leurs droits et leurs besoins spécifiques.

Le Médiateur comprend l'argument sécuritaire avancé par Monsieur le Ministre de la Justice mais maintient sa recommandation. Le Médiateur est tout à fait disposé à rencontrer Monsieur le Ministre afin de discuter le sujet de vive voix afin de trouver une solution qui donne satisfaction à tous.

- 6) **page 10, alinéa 1^{er}, sub (14) (interdiction de visite comme sanction disciplinaire) :** « *Le Médiateur apprécie que le projet de loi 7042 accorde une grande importance aux relations socio-familiales des détenus et qu'il retienne le principe de suppression partielle de l'accès aux visites ou les changements des modalités de visite ne peuvent être prononcés que si la faute disciplinaire a été commise en relation avec la visite* ».

Il convient de relever que le texte amendé du projet de loi n° 7042 portant réforme de l'administration pénitentiaire (cf. article 32, paragraphe 3, doc. parl. n° 7042¹⁰, page 38) va encore plus loin en supprimant tout simplement le refus d'accès aux visites en tant que sanction disciplinaire, précisément en raison de l'importance que l'administration pénitentiaire accorde aux relations socio-familiales des détenus, indispensables pour augmenter les chances de réinsertion sociale des détenus.

Aux termes de ces amendements, les visites ne peuvent dès lors uniquement être restreintes ou interdites que dans l'intérêt du bon ordre et de la sécurité du centre pénitentiaire ou de tiers.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur se montre très satisfait par les nouvelles dispositions entrant dans le projet de loi 7042.

- 7) **Page 10 sub (15) (détenue fixée par une entrave au lit pendant l'accouchement à l'hôpital) :** « *Le Médiateur fait un appel insistant aux autorités concernées de prendre très rapidement les dispositions nécessaires, tant dans la législation à prendre dans le contexte de la réforme pénitentiaire que dans les dispositions de service de la Police grand-ducale, aptes à éviter la répétition d'un pareil incident grave et préoccupant.* »

Le rapport indique que la garde de cette détenue à l'hôpital a été assurée par des membres de la Police grand-ducale, ce qui se fait toujours lorsque le transport en question a également été assuré par la Police grand-ducale.

Or, un traitement adéquat des détenus respectant leur dignité humaine ne doit pas seulement être effectué pendant leur séjour en prison mais également pendant leur transport et pendant leur garde à l'hôpital, et les transports et les gardes doivent toujours être effectués dans les meilleures conditions

possibles, en tenant spécifiquement compte de l'état de santé du détenu lors du transport et de la garde à l'hôpital.

Le cas d'espèce sera analysé ensemble par tous les services et administrations impliquées, dont notamment l'administration pénitentiaire, la Police grand-ducale et l'hôpital concerné, afin d'en tirer les enseignements nécessaires pour que les transports et les gardes des détenus à l'extérieur des centres pénitentiaires puissent se passer dans les meilleures conditions possibles, de sorte à assurer qu'un incident pareil ne pourra pas se reproduire.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur a été informé des circonstances précises qui ont mené à cet incident par Monsieur le Directeur Général de la Police. Le Médiateur y voit plutôt un malencontreux concours de circonstances généré par une interprétation erronée des dispositions de service internes et estime qu'il n'y avait pas d'intention dolosive derrière les décisions prises sur le terrain. Cependant, le Médiateur peut en aucun cas tolérer qu'une pareille situation ne se reproduise.

Celui-ci lui a confirmé que des dispositions internes ont été prises qui permettront dorénavant d'éviter un pareil dysfonctionnement.

Le Médiateur demande évidemment à être tenu informé des suites des analyses programmées.

- 8) **page 11, 4^{ème} alinéa, sub (18) (activités des détenues accompagnées d'enfants) :** « *L'expérience récente avec une détenue concernée par cette problématique a cependant été positive. Le SPSE a organisé des plages horaires fixes pendant lesquelles l'enfant de la détenue séjournait dans une crèche à l'extérieur. Le SPSE prenait également en charge le transport.* »

Il convient de relever que non seulement le Service Psycho-Socio-Educatif (SPSE) du centre pénitentiaire de Luxembourg a pris en charge le transport de l'enfant d'une détenue à une crèche située à l'extérieur de la prison, mais les agents pénitentiaires du service « intervention et réserve » du centre pénitentiaire de Luxembourg ont également assuré cette tâche.

Commentaires du Médiateur :

L'équipe de contrôle du Médiateur n'avait pas reçu cette information et en remercie Monsieur le Ministre de la Justice,

- 9) **page 12 sub (20) (prévenus féminins au futur centre pénitentiaire d'Uerschterhaff) :** « *Il (le Médiateur) demande à ce que la possibilité de transférer les femmes en détention préventive au CPU soit analysée et demande à être tenue informée des raisons qui motiveraient la différence de traitement.* »

La 1^{ère} phrase du paragraphe 1^{er} de l'article 7 du projet de loi n° 7042 (cf. doc. parl. n° 7042¹⁰, page 31) prévoit expressément le principe que les détenu(e)s condamné(e)s séjournent au centre pénitentiaire de Luxembourg ou au centre pénitentiaire de Givenich, tandis que les détenus préventifs et les détenues préventives séjournent au centre pénitentiaire d'Uerschterhaff. Ce n'est que lorsque, par exception, un des cas de figure prévus aux points (a) à (c) du paragraphe 1^{er} se présente qu'il peut être dérogé à ce principe.

Donc, le séjour des détenus préventifs au centre pénitentiaire n'est pas une possibilité, mais un principe inscrit au projet de loi n° 7042.

Puisque le nombre de femmes en détention préventive est en règle générale réduit, ces détenues sont, dans certains cas, susceptibles de se retrouver *de facto* dans une situation d'isolement au centre pénitentiaire d'Uerschterhaff. Etant donné que cette situation est également à éviter dans toute la mesure du possible, l'administration pénitentiaire sera donc tenue d'examiner cette question au cas par cas, en tenant compte des particularités de chaque cas et en respectant tant la lettre que l'esprit de la future loi pénitentiaire.

Par ailleurs, conformément aux futures missions et obligations de l'administration pénitentiaire, prévues à l'article 1^{er}, paragraphe 2, et à l'article 3, paragraphe 3, du projet de loi n° 7042, il ne fait pas de doute que le fait de détenir, par exception, une personne en détention préventive au centre pénitentiaire de Luxembourg doit respecter la dignité humaine et être favorable à l'amélioration des chances de réinsertion du détenu concerné. Il va de soi que ces principes doivent par ailleurs être mis en œuvre dans le respect de l'égalité entre détenus féminins et masculins.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur entend maintenir son avis. Cependant il estime qu'il est opportun d'attendre la mise en service du CPU et de revenir sur le problème après une analyse approfondie de la situation qui se présentera à ce moment.

- 10) **page 12 sub (21) (activités sportives des femmes détenues) : « Le Médiateur fait un appel aux responsables du CPL pour évaluer, avec les femmes détenues, les souhaits et besoins qui pourraient être satisfaits sans difficultés, notamment en ayant recours au matériel disponible pour les hommes. »**

Il est certain qu'une activité sportive de tous les détenus, féminins et masculins, est importante.

Il n'est actuellement matériellement pas possible de prévoir des conditions d'activités sportives à 100 % identiques pour les détenus masculins et féminins.

Le sujet de l'infrastructure sportive disponible au centre pénitentiaire de Luxembourg fait partie intégrante des travaux préparatoires actuellement en cours relatifs à la restructuration du centre pénitentiaire de Luxembourg suite à la mise en service du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, ce qui permettra d'analyser la mise en œuvre du principe d'égalité entre détenus féminins et masculins en ce qui concerne la disponibilité des infrastructures sportives au centre pénitentiaire de Luxembourg.

Il convient néanmoins de souligner que si actuellement les détenues n'ont peut-être pas accès à exactement les mêmes équipements sportifs que les détenus, elles peuvent en revanche s'entraîner tous les jours, contrairement aux détenus dont l'accès à l'activité sportive est aujourd'hui beaucoup plus limité.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur est conscient du fait que les infrastructures actuelles ne permettent pas un traitement identique des détenus des deux sexes en ce qui concerne l'accès aux équipements sportifs.

Cependant, en attendant la restructuration du CPL après la mise en service du CPU, il importe de renforcer les efforts afin de garantir aux détenues de sexe féminin un accès à un meilleur équipement sportif que celui actuellement à leur disposition.

- 11) page 14, 2^{ème} alinéa, sub (25) (activités sportives des femmes détenues au centre pénitentiaire de Givenich) : « *Le Médiateur apprécie cette manière de procéder. Il semble néanmoins exister, auprès des femmes, un besoin de clarifier les règles applicables, parce que celles-ci pensent majoritairement pouvoir fréquenter la salle uniquement aux plages horaires fixées.* »

Il importe de préciser que chaque nouveau détenu, masculin ou féminin, arrivant au centre pénitentiaire de Givenich reçoit, pendant la phase d'accueil, par le moniteur de sport les informations nécessaires quant à l'organisation des activités sports et loisirs proposées au centre pénitentiaire de Givenich.

La salle de fitness du centre pénitentiaire de Givenich est accessible aux détenus féminins pendant les activités dirigées et surveillées ou, sans surveillance et sur demande, du lundi au vendredi de 13.30 heures à 15.30 heures, sauf les jours fériés.

La direction du centre pénitentiaire de Givenich fera toutefois le nécessaire afin de rappeler ces informations aux détenues.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur remercie Monsieur le Ministre de la Justice.

- 12) page 14, dernier alinéa, sub (27) (travail mixte des détenus masculins et féminins) : « *Le Médiateur recommande de promouvoir et de développer dans la mesure du possible l'initiative de permettre aux femmes de travailler ensemble avec les hommes aux différents ateliers. Cette argumentation peut évidemment également être menée dans l'autre sens. Rien ne s'opposerait à ce que l'on autorise certains hommes détenus à travailler aux ateliers du bloc F.* »

Une plus grande mixité entre détenus masculins et féminins dans le cadre du travail en prison est certainement un élément positif qui est susceptible d'augmenter les chances de réinsertion sociale des détenus, ce qui est un des buts principaux de la réforme pénitentiaire.

L'application de ce principe se fait en tenant compte des questions relatives à la sécurité et la sûreté au centre pénitentiaire de Luxembourg, essentiellement dans l'intérêt des détenues. Les ateliers en cause ne sont pas aménagés, à l'heure actuelle, de façon à garantir une surveillance optimale de la part du personnel encadrant, de sorte que des risques d'incident sont réels.

Cette question devra elle aussi être résolue dans le cadre des travaux de restructuration du centre pénitentiaire de Luxembourg à entamer dès la mise en service du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur ne partage pas l'opinion de Monsieur le Ministre.

Il est d'avis qu'un certain nombre de détenues, il s'agira très probablement d'une minorité, est absolument apte à travailler dans des ateliers jusqu'alors réservés aux hommes.

L'expérience réalisée avec une détenue est d'ailleurs assez concluante à cet égard.

- 13) page 16, dernier alinéa, *sub* (30) (desserte du centre pénitentiaire de Luxembourg par le transport public) : « ***Le Médiateur recommande aux responsables du CPL d'analyser les réels besoins en matière de transports publics de et vers le CPL et de transmettre cette analyse au Médiateur qui se concertera avec le ministre du développement durable et des infrastructures pour essayer d'améliorer la situation à brève échéance. Il lui semble indispensable qu'au moins 2 bus par heure desservent le CPL à partir du centre-ville.*** »

Le Ministère de la Justice avait déjà pris contact avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en ce sens et des travaux sont actuellement encore en cours afin d'améliorer la desserte par le transport public tant du centre pénitentiaire de Luxembourg que du centre pénitentiaire de Givenich.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur rappelle encore une fois l'urgence en la matière et insiste auprès des responsables afin qu'une amélioration de la situation existante soit trouvée rapidement.

- 14) page 20 *sub* (42) (distribution du méthadone) : « ***Le Médiateur recommande aux responsables du CPL de se concerter avec les responsables du service médical psychiatrique pour déterminer comment une distribution centralisée de la méthadone serait réalisable. Comme la préparation de la méthadone doit être réalisée par la pharmacie du CPL, il serait également opportun de prendre en compte l'avis du pharmacien.*** »

Cette recommandation d'améliorer l'organisation de la distribution de la méthadone au centre pénitentiaire de Luxembourg rejoint les préconisations des experts faites dans leur rapport sur l'audit relatif à la médecine pénitentiaire au Luxembourg de juin 2017. Ainsi, les experts préconisent une harmonisation des modes de distribution, une identification des infirmiers référents ainsi qu'une localisation de la distribution dans un lieu dédié à cette activité thérapeutique spécifique.

Un groupe de travail regroupant les différents acteurs, dont le Ministère de la Justice, le Ministère de la Santé, le centre pénitentiaire de Luxembourg, le centre pénitentiaire de Givenich, le Centre Hospitalier de Luxembourg ainsi que le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique, se réunit régulièrement afin de mettre en œuvre les préconisations du rapport d'audit, dont notamment celui de la distribution de la méthadone. A l'heure actuelle, il semble que cette préconisation puisse être mise en œuvre rapidement.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur s'en félicite et demande de plus amples détails concernant cette recommandation.

- 15) **page 28 sub (56) (cas particulier d'une détenue avec enfant au centre pénitentiaire de Luxembourg) :**
« Le Médiateur recommande de prévoir, dans toute la mesure du possible, une autre cellule qui pourrait être utilisée en tant que cellule mère-enfant afin de rendre possible une plus grande interaction avec les co-détenues.

Il recommande en outre de laisser le choix à la détenue concernée si elle veut, avec son enfant et dans le respect des règles internes, avoir du contact avec les autres détenues ou non.

Il invite par ailleurs les responsables des centres pénitentiaires à développer des lignes directrices de comportement à adopter par les membres du personnel à l'égard d'un enfant en bas âge séjournant au CPL ou au CPG. »

La direction du centre pénitentiaire de Luxembourg dément avoir donné consigne aux gardiennes de ne pas s'occuper ou de prendre soin d'une quelconque manière du bébé.

Les recommandations relatives à une cellule idoine et aux lignes directrices concernant le contact d'une détenue avec enfant avec les autres détenues et concernant le comportement à adopter par le personnel des prisons à l'égard d'enfants en bas âge seront reprises dans le cadre des travaux de restructuration du centre pénitentiaire de Luxembourg et de la mise en œuvre de la réforme pénitentiaire actuellement en cours, alors qu'elles sont conformes aux objectifs généraux de la réforme pénitentiaire.

A noter qu'au centre pénitentiaire de Givenich, le risque d'un isolement de ce genre ne se pose pas alors qu'une chambre mère/enfant peut être aménagée, en cas de besoin, dans le pavillon des femmes et il existe déjà une chambre mère/enfant aménagée à la « maison Casel » appartenant au centre

pénitentiaire de Givenich. Le contact avec les autres détenues y est garanti. La mère a également la possibilité de participer à des activités en commun en présence de l'enfant.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur ne peut que confirmer les dires recueillis lors de la mission sur le terrain suivant lesquels il aurait été interdit au personnel de garde de s'occuper du bébé. Le Médiateur n'a par ailleurs jamais affirmé que cet ordre ait émané de la direction du CPL.

Le Médiateur insiste afin que des règles de conduite opposables à toutes les personnes concernées en cas de séjour d'une mère avec son enfant ne très bas âge soient établies.

Le Médiateur estime qu'il est opportun de trouver déjà avant la restructuration du CPL une autre cellule, destinée au séjour d'une mère avec son enfant et ne conduisant pas à un isolement de facto de la mère.

Le Médiateur n'ignore pas qu'il existe une chambre mère-enfant à la maison Casel du CPG. Par contre le Médiateur n'ignore pas non plus que la maison Casel n'est plus utilisée pour accueillir des femmes. Dès lors l'existence de cette chambre est sans valeur ajoutée.

- 16) **page 29 sub (58) (consultation en urgence d'un pédiatre au centre pénitentiaire de Givenich) :** « [...] *Suivant ses informations, aucune consultation en urgence n'avait dû être réalisée à partir du CPG.*

Pour se préparer à cette éventualité, le Médiateur invite les responsables du CPG de déterminer les procédures internes pour le cas où cette situation devait se présenter. »

Des procédures internes existent d'ores et déjà en ce sens qu'il est prévu et connu au sein du personnel concerné du centre pénitentiaire de Givenich qu'en cas d'urgence, selon l'heure et la gravité, l'enfant pourra consulter soit son propre pédiatre, soit un pédiatre de la maison médicale pédiatrique ou du Service des Urgences de la Kannerklinik du Centre Hospitalier de Luxembourg.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur est satisfait de la procédure mise en place.

- 17) **page 30 sub (60) (domicile/adresse de l'enfant au centre pénitentiaire de Givenich) :** « ***Le Médiateur recommande aux responsables du ministère de la justice, du CPL et du CPG de se concerter avec les responsables des communes du territoire du CPL et du CPG pour trouver une solution pour que, dans le futur, les enfants puissent être domiciliés d'une manière qui empêche de faire figurer l'adresse de la prison sur des documents officiels les concernant. »***

Le sujet de l'adresse et de la domiciliation des détenus pendant leur séjour dans un centre pénitentiaire est important alors qu'il a des répercussions certaines sur les chances de réinsertion sociale des détenus, surtout lorsque le moment de leur libération approche.

Suite à l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, la situation y afférente s'est considérablement améliorée, notamment en raison d'une coopération étroite entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Justice et l'administration pénitentiaire en amont de l'adoption de cette loi, de même qu'avec les communes de Schuttrange et de Mompach en aval de l'entrée en vigueur de cette loi.

Les membres du personnel concernés du centre pénitentiaire de Luxembourg et du centre pénitentiaire de Givenich sont en contact avec les agents compétents des deux communes respectives, afin de résoudre les problèmes qui peuvent surgir à ce sujet, et cela évidemment dans le cadre de la loi précitée du 19 juin 2013.

En principe, en application de la loi précitée, les détenus restent domiciliés à leur adresse officielle dont ils disposaient avant leur incarcération. Dans le cas de la perte de l'adresse suite à l'incarcération, ils peuvent être domiciliés à l'adresse du centre pénitentiaire concernée, y compris l'enfant d'une détenue et, dans toute la mesure du possible, il est veillé à ce que rien n'indique qu'il s'agit de l'adresse d'un centre pénitentiaire.

Commentaires du Médiateur :

S'agissant de l'adresse des enfants, le Médiateur insiste qu'une solution soit trouvée qui rend impossible qu'il sera possible dans le futur de déterminer qu'il est né en prison ou qu'il y a séjourné en très bas âge avec sa mère.

- 18) **page 32 sub (66) (visites des détenu-e-s par leurs enfants majeurs) : « Le Médiateur recommande aux responsables du CPL d'autoriser les visites entre détenus pour recevoir ensemble leur enfant commun en visite et ceci indépendamment du fait que les parents soient mariés ou en partenariat. »**

Il convient de relever que de telles visites ont déjà été autorisées et organisées dans le passé au centre pénitentiaire de Luxembourg.

Les directions des centres pénitentiaires procèdent, au cas par cas, à un examen détaillé de la situation individuelle afin de prendre la décision appropriée.

A noter que l'amendement de l'article 23, paragraphe 2, du projet de loi n° 7042 portant réforme de l'administration pénitentiaire, en combinaison, le cas échéant, avec l'article 7 du même projet de loi (cf. doc. parl. n° 7042¹⁰, pages 31 et 35) devrait, d'un point de vue purement légal, faciliter ces visites alors qu'elles améliorent les chances de réinsertion des détenu(e)s par le maintien voire la reconstruction de ses relations socio-familiales.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur souhaite être informé de la procédure appliquée en la matière après la mise en vigueur de loi citée.

- 19) page 36 sub (73) (filles mineures en prison) : « ***Le Médiateur est d'avis qu'il s'agit ici d'une situation qui ne peut pas être tolérée. Il rappelle que les insuffisances structurelles ne peuvent pas justifier une violation des droits de l'homme.*** »

Il réitère son opinion que les mineurs ne doivent plus être placés au CPL, à l'exception de ceux tombant sous l'application de l'article 32 actuel de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. »

Le sujet des filles mineures en prison fait partie de la question plus générale des mineurs en prison et le Conseil de Gouvernement sera saisi sous peu de la réforme de la loi sur la protection de la jeunesse afin de prendre les décisions qui s'imposent.

Commentaires du Médiateur :

La position du Médiateur en ce qui concerne le placement de mineurs au CPL est claire et largement connue. Il n'y a dès lors pas lieu de la rappeler ici.

- 20) page 38 sub (77) (éviter la surpopulation carcérale au centre pénitentiaire de Givenich) : « [...] ***La deuxième piste serait de diminuer l'afflux au CPG en ayant encore davantage de recours à d'autres modalités d'exécution de peine ou des peines alternatives, telles que par exemple le bracelet électronique ou les travaux d'intérêt général, notamment dans le cas de condamnations à de courtes peines. Le Médiateur est d'avis que ces personnes, au vu de leur bref séjour au CPG, mais aussi bien souvent au vu de la nature de leur infraction, ne profitent pas utilement de l'outil pénologique du CPG, mais qu'elles bloquent en plus l'accès au CPG pour d'autres détenus qui pourraient éventuellement en tirer plus de profit. »*** »

Comme il a été indiqué à juste titre par le Contrôleur externe des lieux privés de liberté, un des aspects principaux de la réforme pénitentiaire, basée sur le projet de loi n° 7041 portant réforme de l'exécution des peines et sur le projet de loi n° 7042 portant réforme de l'administration pénitentiaire, consiste à considérer l'emprisonnement comme dernier recours, et d'encourager et de favoriser la mise en œuvre d'autres modalités de l'exécution des peines privées de liberté, de même que des sanctions alternatives à l'emprisonnement, afin de favoriser dans toute la mesure possible la réinsertion sociale des détenus, respectivement d'éviter, par le recours aux modalités et alternatives précitées, une « désocialisation » des détenus due à une privation de liberté.

Les efforts nécessaires à la réalisation de cet objectif sont et seront faits.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur souhaite être tenu au courant des efforts menés dans ce domaine.

- 21) **page 40 sub (79) (desserte du centre pénitentiaire de Givenich par les transports publics) : « Le Médiateur recommande aux responsables du CPG d'analyser, avec le ministre de la justice la possibilité d'organiser une navette à 9h00 et à 10h30 vers la gare de Wasserbillig, ainsi qu'une navette de retour vers le CPG peu avant 16h00 et à 18h00.**

Il recommande parallèlement de se concerter avec le ministre du développement durable et des infrastructures pour évaluer si une ligne directe vers Wasserbillig ou vers Luxembourg-Centre peut être mis en place, ceci pour les sorties des dimanches, mais aussi pour rencontrer au mieux les besoins concernant les trajets vers les lieux de travail. Pour ceci, il semble opportun d'instaurer de bonnes connexions vers une gare centrale offrant des connexions adaptées et de mieux desservir Givenich en provenant du Centre.

Le Médiateur interviendra également personnellement auprès des responsables politiques en ce sens. »

Des pourparlers avec le Département des transports du Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) ont en effet eu lieu dans le passé récent, comme le Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté le relève. Le MDDI procède actuellement à une évaluation des courses de bus du RGTR au niveau du territoire de Givenich. Une amélioration de la desserte du centre pénitentiaire de Givenich par les transports publics est prévue au cours de l'année 2018.

Une navette est organisée pour amener les visiteurs de la Gare de Wasserbillig à Givenich (09.00 heures) ainsi que pour le retour à 11.45 heures sur demande des détenus pour les visites dominicales.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur renvoie à ses observations formulées plus haut au titre du point (30).

- 22) **page 41 sub (80) (mixité des détenus féminins et masculins pendant les repas au centre pénitentiaire de Givenich) : « Le Médiateur recommande de laisser le libre choix aux détenus de décider avec qui ils souhaitent partager la table pour prendre leurs repas. S'il est considéré nécessaire de prévoir, pour des raisons de sécurité, une table réservée aux femmes, ceci devrait constituer une possibilité, mais non une obligation. »**

Une table réservée aux détenues pendant les repas est depuis longtemps une mesure utile qui contribue au bien-être des détenues au centre pénitentiaire de Givenich. A l'instar de la recommandation du Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté, la direction du centre pénitentiaire

de Givenich prendra les mesures nécessaires afin que l'usage de cette table deviendra une faculté et ne sera plus une obligation pour les détenues.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur se déclare satisfait de cette procédure.

RAPPORT DE VISITE RELATIF À LA SITUATION DES FEMMES EN PRISON

Commentaires du Centre Hospitalier de Luxembourg et Réponses du Médiateur (en lila)

Page 6, (6) : Le contrôleur indique que *"la règle 9 impose que l'enfant qui accompagne une détenue lors de son arrivée soit également soumis à un examen médical, de préférence à réaliser par un pédiatre."* Il constate par ailleurs *"une défaillance évidente du système de prise en charge médicale au CPL en ce qui concerne les enfants."*

CHL : L'enfant qui accompagne une détenue est soumis à un examen médical réalisé par le médecin du service somatique. Si l'état clinique de l'enfant le nécessite, celui-ci est transféré vers la pédiatrie (avec accompagnement de la détenue). Pour les nouveaux nés, l'équipe soignante organise la consultation d'une sage-femme externe à un rythme respectant les recommandations internationales. En conclusion, il y a une prise en charge pluridisciplinaire de l'enfant et la maman.

Commentaire du Médiateur :

Ceci ne correspond pas aux informations reçues par l'équipe de contrôle sur le terrain. En effet, les contrôleurs ont reçu l'information selon laquelle l'enfant n'aurait pas été vu par un médecin à l'entrée mais seulement après au moment que ce dernier a contracté une infection des voies respiratoires supérieures.

En tout état de cause, le Médiateur se féliciterait si le CHL pouvait garantir que dorénavant chaque enfant en bas âge accompagnant sa mère soit vu à l'entrée par un médecin du CHL, et de préférence par un pédiatre, indépendamment de son état de santé.

Page 7 (8) : Selon le médiateur *"la règle 10 exige qu'une détenue, si elle le demande, devra être examinée dans toute la mesure du possible par une infirmière et un médecin de sexe féminin, sauf en cas d'urgence....Si l'examen médical doit se faire par un homme, contrairement aux desideratas de la détenue, la présence d'un membre de personnel de sexe féminin s'impose."*

CHL : Les femmes sont consultées par un médecin féminin. Lorsque celle-ci est en congé, la patiente est consultée par médecin masculin. Lors des consultations il y a en principe la présence d'une infirmière. Si ce n'est pas le cas, et en dehors des situations d'urgence, l'examen médical peut être reporté afin de répondre à l'exigence.

Le médiateur *"recommande que cette disposition soit intégrée dans le dispositif réglementaire ou dans les instructions de service."*

CHL : Ceci sera ajouté au règlement interne du service de médecine pénitentiaire.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur s'en félicite.

Page 8 (9) : Le contrôleur mentionne que *"l'équipe de contrôle a été informé de nombreuses fois que des examens médicaux de toute nature, voire même un accouchement entier (sic !) ont eu lieu en présence de personnel non médical et ceci en l'absence de toute demande émanant du médecin responsable."*

"Il répète dès lors sa recommandation déjà faite en 2008 à de multiples reprises aux responsables pénitentiaires, aux autorités judiciaires et policières ainsi qu'aux responsables des hôpitaux d'arrêter d'un commun accord des règles relatives au traitement des détenus en milieu médical et en milieu hospitalier. Les consignes communes actuelles entre les établissements pénitentiaires, les autorités policières, la déléguée du Procureur Général à l'Exécution des Peines et le CHL, bien que représentant un progrès par rapport à la situation antérieure ne sont pas conformes aux normes internationales en de nombreux points et doivent être mis à jour."

CHL : Lors des réunions d'élaboration des consignes communes, le CHL tient à préciser qu'il lui importe de respecter les droits de l'homme dans le contexte de la prise en charge des patients et avait à l'époque demandé l'élaboration de ces consignes communes. Le CHL est à disposition pour adapter les consignes communes sur base de propositions concrètes élaborées par le contrôleur en référence à des normes internationales et souhaite que ce soit fait, comme par le passé, en sa présence.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie le CHL de cette attitude participative et se déclare volontiers prêt à assister aux travaux en vue de la mise à jour des consignes communes.

Page 17, Point 3 : Les soins médicaux

a. Les soins somatiques

Page. 17 (32) : *"Si l'équipe de contrôle n'a pas recueilli de réclamations au sujet des consultations, certains membres du personnel ont néanmoins rendu l'équipe de contrôle attentive au fait que l'équipement gynécologique est quelque peu obsolète. Le Médiateur partage cet avis."*

"Le Médiateur recommande de renouveler l'équipement gynécologique à disposition au CPL."

CHL : Le CHL tient à préciser que ce matériel ne lui appartient pas, mais lui est mis à disposition par le CPL. Le CPL a acquis un échographe de très grande qualité qui sert pour les échographies somatiques et pour les consultations gynécologiques. En ce qui concerne la table de consultation elle fera l'objet d'une demande de renouvellement via le budget 2019 du CPL.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur appuiera cette demande en s'adressant personnellement aux responsables du CPL.

Page 17 (34) : Le contrôleur externe constate *«qu'il existerait des difficultés pour obtenir un rendez-vous chez l'ophtalmologue »*

CHL : Le CHL ne preste pas le service ophtalmologique au CPL. Dans des cas d'urgence, les patients sont envoyés à l'hôpital de garde (CHL ou HK).

Les consultations programmées sont assurées par un médecin ophtalmologue externe qui vient en moyenne tous les 15 jours consulter. Le matériel est sur place. C'est le médecin généraliste qui réalise une ordonnance pour que le patient soit vu chez l'ophtalmologue dans un délai très court.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur ne disposait pas de cette information. Il se féliciterait si l'ophtalmologue consultant au CPL faisait partie des médecins du CHL ce qui faciliterait largement un dialogue constructif.

Page 18 (35) : *"Le service infirmier de la médecine somatique assure une permanence de jour et de nuit au CPL. Or, suivant les informations reçues, il arriverait que l'infirmerie ne donne pas toujours suite aux appels faits par les gardiens pendant la soirée, voire pendant la nuit."*

CHL : Pour chaque appel à l'infirmerie par les gardiens concernant une demande de soins le personnel infirmier doit se déplacer sur le bloc avec un ou plusieurs gardiens afin de voir la personne et juger de la conduite à tenir. Il arrive que pour certains appels le personnel infirmier et le gardien décident de ne pas donner une suite immédiate à la demande mais de programmer une consultation médicale à postériori. Le déplacement systématique du personnel infirmier doit être respecté.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur est également d'avis que le personnel infirmier doit se déplacer à chaque demande. Si tel n'était pas possible dans l'immédiat pour quelque raison que ce soit, il faudrait au minimum en informer le détenu par le biais des gardiens que son appel a bien été pris en compte et qu'une réponse interviendra sous peu.

Page 20 (41) : *"Le Médiateur recommande de répartir la tâche des admissions entre les deux services médicaux du CPL, du moins pendant les heures de présence au CPL."*

"Il estime que les infirmiers psychiatriques seraient également qualifiés à procéder à ces admissions, alors qu'ils ont bénéficié de la même formation de base que les infirmiers somatiques..."

CHL : Il partage l'avis du contrôleur externe de liberté. Ce point sera discuté lors d'un prochain comité de concertation au CPL.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur souhaite être informé du résultat de ces discussions.

Page 20 (42) : *"Le Médiateur est d'avis qu'il serait dans l'intérêt d'une meilleure prise en charge de confier la distribution de la méthadone exclusivement au personnel du service de médecine psychiatrique."*

CHL : Il partage entièrement l'avis du contrôleur externe de liberté. Les infirmières psychiatriques ayant des compétences spécifiques à ce niveau. Le déploiement est prévu au courant de l'année 2018.

Commentaire du Médiateur :

Ici encore, le Médiateur souhaite obtenir connaissance dans les meilleurs délais des adaptations effectuées.

Page 20 (43) Le contrôleur externe indique qu'un "besoin qui a été rapporté à l'équipe de contrôle et qui semble pouvoir améliorer sensiblement la qualité et l'efficacité des services médicaux est l'installation d'un logiciel de prescription... Le Médiateur recommande aux responsables concernés d'analyser la possibilité de mettre en place un pareil outil."

CHL : L'informatisation du dossier patient ainsi que de la prescription médicale sont planifiés à moyen terme au CHL et donc également pour son service de médecine somatique au CPL.

Commentaire du Médiateur :

Comme il s'agit d'un chantier planifié, le Médiateur aimerait être tenu au courant des changements à intervenir.

Page 21 (44) "Si une personne est placée en cellule caméra, sur décision d'un médecin psychiatre, les infirmiers somatiques demandent d'obtenir des instructions quant aux modalités de garde/surveillance. Or, il semble que le service de médecine somatique n'obtienne souvent pas les informations nécessaires de la part du service de psychiatrie pour assurer une surveillance effective ou pour apprécier utilement la situation. Il est impératif de rediscuter les critères d'une surveillance infirmière au CPL alors que les cellules caméra ne permettent pas cette surveillance. »

CHL : Le CHL confirme cette problématique et soutient que les modalités de surveillance clinique d'un patient dans une cellule caméra au CPL doivent être précisées, notamment parce qu'une caméra n'est guère appropriée pour assurer le monitoring de l'état de santé d'un patient.

Commentaire du Médiateur :

Eu égard à l'importance de la question, le Médiateur suggère au CHL et au CHNP de clarifier rapidement cette question.

b. L'accouchement

Page 21 (46) "L'équipe de contrôle a obtenu des informations de plusieurs personnes différentes sur le déroulement, voire les modalités de l'accouchement récent qui a eu lieu à la maternité du CHL. Ces informations décrivent une situation inacceptable et constitutive d'une violation des droits de l'homme."

« A la Maternité, une garde policière aurait été assurée devant la porte de la salle d'accouchement.

En sus, quatre agents de police, dont trois de sexe masculin, auraient été présents pendant le travail de l'accouchement dans la salle d'accouchement. A relever également que la femme aurait été fixée au lit par une entrave aux pieds ce qui est contraire aux règles de Bangkok... La femme serait restée pendant cinq jours à la Maternité où elle aurait été constamment attachée au lit par une entrave aux pieds. »

CHL : Le CHL a procédé à une enquête interne et aucune des personnes qui a pris en charge la patiente ne confirme qu'il y aurait eu des policiers présents dans la salle d'accouchement. Pour notre personnel, la patiente n'a pas été fixée par des entraves aux pieds et ce ni pendant l'accouchement, ni pendant son séjour au CHL. Aucune mention dans ce sens ne figure dans le dossier patient. Nous ne sommes donc pas en mesure d'affirmer cette description de faits.

Commentaire du Médiateur :

Ces informations ne correspondent absolument pas à celles obtenues par l'équipe de contrôle ni à celles qui sont entre les mains de la Police grand-ducale.

Selon ces informations, la femme en question aurait été fixée au lit par une entrave au pied pendant le travail d'accouchement ce qui est confirmé par les agents de police présents.

Cette question a été abordée en urgence avec les responsables de la Police grand-ducale et ces discussions ont relevé qu'il n'y avait aucune intention dolosive dans le chef des agents sur place, mais simplement une interprétation erronée des dispositions de service internes résultant d'une communication défailante.

Des mesures ont été prises afin qu'une pareille situation ne puisse plus se reproduire.

Page 27 (54) : Le contrôleur note que " l'équipe de contrôle a été informée que l'enfant a été malade et avait une fièvre importante pendant la nuit. L'infirmerie du CPL aurait toutefois été très réticente à donner suite aux appels d'urgence réalisés par les gardiens du bloc F et ceci notamment pour des questions de responsabilité. L'équipe infirmière au CPL serait responsable pour les détenus, mais pas pour le bébé. »

CHL : Il a été discuté en comité de concertation du CPL en 2016, de sorte que la prise en charge des bébés relève également de l'équipe médicale somatique du CPL.

« Le médiateur recommande aux responsables du CPL de se concerter avec les responsables de leur service médical pour établir des lignes directrices claires à cet égard qui doivent être appliquées dans le cas où une pareille situation devrait se présenter à nouveau.

CHL : Il a été décidé en comité de concertation du CPL que dorénavant les dispositifs et/ou produit pédiatrique (couches, poudre...) seront achetés par le CPL en officine pharmaceutique. En ce qui concerne les médicaments, un stock de médicaments pédiatriques est disponible en pharmacie.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur se félicite de ces adaptations.